

DELIBERATION N° 2018-28

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 13 MARS 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,

Vu les statuts de l'UNS,

Vu le règlement intérieur de l'UNS,

Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,

Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,

Vu la délibération 2013-17 du Conseil d'Administration du 5 mars 2013,

Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jeanick BRISSWALTER, Vice-président de la Commission de Recherche,

Considérant le choix d'aller vers une uniformisation des taux de prélèvement pratiqués par l'UNS et les principaux EPSTs partenaires (ex: CNRS, INSERM, INRA ou INRIA),

Considérant que, comme cela a été annoncé dans la convention pluriannuelle de site signée en 25 juin 2015, le taux général de prélèvement réalisé par l'UNS sur les conventions de recherche devait passer de 10% à 12% afin de s'aligner sur le taux de prélèvement pratiqué notamment par le CNRS et l'OCA.

Considérant que ce nouveau taux de prélèvement ne s'applique bien évidemment qu'aux conventions de recherche instruites postérieurement à la présente délibération. Il s'applique à chaque facturation ou bilan.

Considérant que les éventuels cas particuliers des « conventions de recherche » seront étudiés, sur demande du porteur de projet une fois le prélèvement effectué, par la Direction de la Recherche et de la Valorisation sous la responsabilité du Vice-président de la Commission Recherche.

Considérant que le réajustement des taux et/ou les précisions sur certaines subventions seront effectués à l'issue des négociations de la nouvelle convention pluriannuelle de site, afin de poursuivre le travail d'uniformisation entrepris en fonction des pratiques et des discussions avec les EPSTs partenaires.

Valide l'avenant n°1 à la convention quadriennale 2012-2017 entre l'Université Nice Sophia Antipolis, l'Observatoire de la Côte d'Azur et le Centre National de la Recherche Scientifique qui porte sur la modification de l'article 2 et 5.2 comme suit :

Article 2 : « à compter du 1er janvier 2018, la Convention est prolongée jusqu'à la signature d'une convention quinquennale de site 2018-2022 et au plus tard jusqu'au 30 juin 2019 »

Article 5.2 portant sur les prélèvements sur contrats : « Lorsque la Partie gestionnaire est l'UNS, le taux est de 12%. » et « - Lorsque l'UNS est la Partie gestionnaire et le CNRS héberge l'unité : les deux parts sont réparties sur la base de 7% affectés au soutien à la recherche, et 5% destinés au surcoût des dépenses occasionnées par l'exécution du contrat et affectés par reversement annuel de l'UNS au CNRS. »

Modifie la délibération n°2013-17 du Conseil d'Administration de l'Université Nice Sophia Antipolis du 5 mars 2013 dans sa partie - prélèvement sur conventions de recherche - et adopte les nouveaux taux et modalités de prélèvement sur conventions comme suit :

| Organisme financeur / Type de convention | Prélèvement UNS |
|--|--|
| Contrats de collaboration ou de prestation de recherche | 12% du montant du contrat |
| Subventions (sauf ANR et Actions Marie Curie) | 12%* du montant de la subvention |
| Subventions Actions Marie Sklodowska-Curie du programme européen pour la recherche et l'innovation | 0% |
| Subventions ANR | 4% + 4% du montant de la subvention selon taux en vigueur selon réglementation spécifique du financeur (4 % sont reversés au laboratoire du porteur de projet) |

* avec conditions

-Le prélèvement s'applique si la convention dispose de frais généraux, de frais de gestion ou coûts indirects...

-Le prélèvement peut être inférieur à 12% car il ne peut excéder le montant des frais généraux, des frais de gestion ou des coûts indirects prévus à la convention.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : **23**

Fait à Nice, le **21 MARS 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-28

TRANSMISE AU RECTEUR :

27 MARS 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration



Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.